

Donald Trump affiche son impérialisme technologique

NUMÉRIQUE La menace du président des Etats-Unis d'imposer des droits de douane supplémentaires aux pays qui taxent ou réglementent le secteur est symptomatique d'une vision qui consiste à accélérer le développement technologique par tous les moyens

GRÉGOIRE BARBEY

Donald Trump veut mettre les pays du monde entier au diapason de la vision américaine en matière de technologie. Le président des Etats-Unis a menacé lundi d'imposer des droits de douane additionnels «substantiels» à ceux qui appliqueraient des taxes et réglementations numériques jugées discriminatoires pour les entreprises américaines.

La Suisse, qui assujettit les exploitants de plateforme numérique à la TVA depuis janvier 2025 sous certaines conditions, pourrait-elle être concernée? Impossible de le dire à ce stade, tant les déclarations de Donald Trump sont suffisamment vagues pour englober toute mesure qui pourrait lui déplaire.

Quelques heures avant les déclarations du président américain, l'agence Reuters avait d'ailleurs affirmé que l'administration Trump envisagerait de sanctionner des responsables de l'Union

européenne dans le cadre de l'application du règlement sur les services numériques (DSA).

Ce texte impose une série de règles à toutes les entreprises qui fournissent des services en ligne sur le territoire européen, parmi lesquelles des obligations en matière de responsabilité, de transparence et de protection des droits fondamentaux. Les plateformes qui comptent plus de 45 millions d'utilisateurs (soit 10% de la population de l'ensemble des Etats membres) doivent par ailleurs répondre à des exigences renforcées.

Règles européennes critiquées

L'arsenal réglementaire européen inclut également d'autres textes portant sur les marchés numériques ou encore l'intelligence artificielle. Certains sont appliqués depuis peu, d'autres déplacent progressivement leurs effets. Mais tous sont largement critiqués par bon nombre d'acteurs américains.

Donald Trump affirme vouloir limiter les «discriminations» envers les entreprises américaines, qui seraient pénalisées par de telles mesures. Pourtant, la réglementation européenne s'applique à tous les acteurs économiques, indépendamment de

leur origine. Elles sont justement censées garantir une saine compétition.

Le président des Etats-Unis semble plutôt déterminé à imposer sa vision de la technologie au monde entier, laquelle se caractérise par l'abolition de toute mesure qui pourrait potentiellement freiner son développement. Peu de temps après son entrée en fonction, Donald Trump avait détricoté les rares gardes-morts mis en œuvre par son prédécesseur en matière d'intelligence artificielle.

Le plan d'action en matière d'IA publié par la Maison-Blanche le 23 juillet peut être considéré à ce titre comme programmatique. L'administration américaine y dévoile la manière dont elle entend lâcher la bride à son industrie pour permettre aux Etats-Unis de conserver leur domination sur le plan technologique.

Jusqu'ici, rares sont les pays à avoir tenu tête au président des Etats-Unis. Le Canada avait, lui, abandonné sa taxe sur les services numériques en juin pour montrer patte blanche à l'égard de Donald Trump. L'Union européenne, qui se pensait tirée d'affaire avec des droits de douane de 15%, va-t-elle réagir ou s'aplatisra-t-elle une nouvelle fois face à la puissance américaine? Pour l'heure, elle a rap-

ANALYSE

pelé que la réglementation relevait de son droit souverain.

Influence sur la politique intérieure

Et quid de la Suisse, sonnée de voir ses exportations vers sa «république sœur» taxées à hauteur de 39%? Au printemps, le Conseil fédéral avait décidé de repousser sa prise de position sur le projet de réglementation des réseaux sociaux et moteurs de recherche. Certains élus fédéraux et autres représentants d'organisations de la société civile y avaient vu une tentative de ne pas froisser Donald Trump en pleine guerre commerciale.

La question des réseaux sociaux n'est pas le seul dossier technologique sur la table du Conseil fédéral. Celui-ci doit aussi se prononcer sur la manière d'encadrer l'intelligence artificielle. Face à la pression croissante exercée par les Etats-Unis, tout porte à croire que les autorités suisses pourraient être tentées de suspendre toute avancée en la matière.

Qu'il mette ses menaces à exécution ou non, Donald Trump crée par ses déclarations un climat d'incertitude lui permettant de peser sur la politique intérieure d'autres pays. Finira-t-il par rencontrer une quelconque résistance de la part des Etats qui en sont victimes? ■